

**Jordanie - Relations bilatérales -  
Syrie - Libye - Israël-Territoires  
palestiniens - Conférence de presse  
conjointe de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, et de M. Ayman  
Al-Safadi, ministre jordanien des  
affaires étrangères et des expatriés -  
Propos de M. Le Drian  
(Amman, 02 août 2018)**

Merci Cher Ami, Ayman Al-Safadi, je suis ravi d'être ici et d'avoir eu l'occasion de parler longuement avec vous. C'est mon huitième déplacement en Jordanie, comme membre du gouvernement français. Les sept premières fois c'était comme ministre de la Défense. C'est ma première visite comme ministre des Affaires étrangères, mais je retrouve un pays ami, et qui, comme la France a été meurtri par le terrorisme, et qui, comme nous et avec nous, a fait front.

Et il y a une forme de fraternité d'armes qui est symbolisée par l'accueil en Jordanie de nos forces aériennes engagées dans la lutte contre Daech, et cette existence a créé entre nous un lien très spécial. Les relations entre le président Macron et Sa Majesté le Roi sont excellentes. Ils ont souhaité, lorsqu'ils se sont vus, dans leur première rencontre, au printemps 2017, à l'été 2017, ils ont souhaité que nous approfondissions notre relation dans le domaine de la sécurité et plus particulièrement dans le domaine de la sécurité des frontières.

Je suis porteur d'une proposition concrète d'action en commun qui permettra d'aboutir à un renforcement de la sécurité des frontières en Jordanie. À la fois avec dispositifs d'aide de dons, de cessions et de prêts pour compléter votre outil de sécurité, et je le ferai connaître tout à l'heure à Sa Majesté. Je voudrais aussi dire que sur tous les sujets qu'Ayman Al-Safadi a évoqués, nous aboutissons à des positions extrêmement proches, voire communes.

Je pense à la Syrie en particulier, sur laquelle la diplomatie française a pris des initiatives importantes au cours des dernières semaines et toujours en accord et en partenariat avec la Jordanie, puisque le "Small group" auquel le ministre jordanien faisait référence est une initiative commune que nous avons pu engager pour tracer une feuille de route qui permettrait une sortie de crise politique en Syrie. Car s'il n'y en a pas, il n'y aura pas de solution en Syrie sans une sortie de crise politique.

Sur les questions liées au conflit israélo-palestinien dans lequel la Jordanie a un rôle majeur comme garant des Lieux Saints, nous avons toujours eu les mêmes positions et nous entendons les maintenir, les poursuivre, les développer. Et s'il y a une initiative américaine, qui est attendue depuis déjà un certain temps, nous avons convenu de nous concerter immédiatement pour envisager nos réactions, notre posture à l'égard des principes qui sont les nôtres par

rapport à ce qui sera dit à ce moment-là.

Enfin, j'ai pu ce matin constater l'exceptionnelle générosité du peuple jordanien à l'égard des communautés venues d'ailleurs, singulièrement la communauté syrienne, puisque j'ai visité le camp d'Azraq et en particulier, j'ai pu constater la manière dont la Jordanie accueillait sur son territoire ces populations meurtries, qui n'attendent qu'une chose, c'est de retrouver leur pays, leur nation lorsque le processus de paix le permet.

Nos relations bilatérales sont excellentes. Nous avons - vous avez rappelé les chiffres - beaucoup investi par le biais de l'Agence française de développement, qui accompagne le développement des infrastructures, en particulier les services publics jordaniens, mais aussi qui s'engage dans des secteurs stratégiques comme l'eau, l'énergie, les télécoms, les aéroports, l'aéroport. Et cet effort-là qui est d'un niveau très élevé se poursuivra sur le triennum 2019-2021. J'ai eu l'occasion de le dire tout de suite à Ayman Al-Safadi.

Voilà, nous sommes dans une relation de grande confiance, dans une relation de grande volonté commune d'agir pour la paix dans la région et de renforcer la qualité de nos relations bilatérales par de nouveaux projets, de nouveaux engagements.

Q - Bonjour, quel serait votre commentaire sur les dernières déclarations italiennes qui disent que les élections en Libye ne sont pas la priorité actuellement alors que vous avez insisté sur la nécessité de mettre en oeuvre les accords de Paris, à savoir des élections avant la fin de cette année mais avec un certain nombre de difficultés, peut-être une base constitutionnelle par exemple pour les élections avant le mois de septembre. Comment est-ce que vous réagiriez face à cela.

R - Je n'ai pas vu à cet instant la déclaration à laquelle vous faites référence, je vais donc me contenter de mes références. C'est d'abord la réunion de Paris du 29 mai, où se retrouvaient à la fois l'ensemble des acteurs de la crise libyenne, l'ensemble des voisins de la Libye et les représentants de la communauté internationale, dont l'Italie, qui était présente. La feuille de route qui a été décidée à ce moment-là était partagée par tous les présents. Non seulement elle était partagée par tous les présents, mais elle était en plus validée par le Conseil de sécurité. Et l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Salamé, a fait le 16 juillet dernier une déclaration d'une forme de feuille de route pour l'évolution de l'agenda politique en Libye qui correspondait à ces engagements.

Je m'en tiens à cela, il importe de retrouver en Libye la stabilité. Il importe de retrouver en Libye une légitimité politique, une autorité politique, qui permettent à la fois de prendre le chemin de la sérénité, du développement économique et surtout de la sécurité. L'enjeu libyen est un enjeu qui dépasse la simple Libye, qui concerne l'ensemble de la région, parce que c'est un enjeu de sécurité et de maîtrise des flux migratoires. Il importe donc d'aller vers la mise en oeuvre de cet agenda.

Q - Vous avez dit que vous avez visité le camp de Zarqa ce matin et vous avez vu les services que la Jordanie accorde aux réfugiés. Vous savez qu'il y a des réfugiés syriens partout en Jordanie, à l'extérieur du camp. Quelle aide est-ce que vous donnez à la Jordanie à ce sujet ?

R - Je l'ai dit dans mon propos introductif, je suis impressionné de la qualité d'accueil et la générosité de la Jordanie, des autorités politiques mais aussi de la population, à l'égard de la population syrienne en particulier, pour l'accueillir. Cette hospitalité a un coût, je le sais. Et si tout à l'heure mon collègue Safadi faisait référence aux 600 millions d'euros de prêts et de dons que nous avons engagés depuis 2016 c'est bien parce que nous considérons que c'est une priorité et qu'il convient d'aider la Jordanie dans ses besoins indispensables et il convient aussi que la communauté internationale le fasse dans son ensemble. C'est la raison pour laquelle aussi nous allons poursuivre, par un milliard d'euros de prêts sur la période 2019-2021.

J'ajoute que j'ai eu l'opportunité, dans la visite du camp d'Azraq, du centre d'Azraq que j'ai vu ce matin, de constater très concrètement l'aide française. Puisque dans l'atelier que j'ai visité, qui s'appelle "Oasis", j'ai pu constater comment l'aide française aidait à la fois à ce que les femmes réfugiées puissent développer une activité professionnelle et en même temps comment les enfants pouvaient être protégés et pris en compte par l'aide que la France a affectée à cet égard. C'était pour moi une source à la fois de satisfaction mais aussi de partage amical avec les autorités jordaniennes.

(...)

Nous sommes tenus par le temps, je souhaiterais juste rappeler que nous sommes le premier investisseur européen en Jordanie, ce qui montre le degré de confiance et d'action commune que nous avons dans ce pays. Pour moi le symbole c'est l'aéroport d'Amman, qui est un aéroport maintenant contrôlé par Aéroports de Paris dans un partenariat, et qui est le signe de notre volonté d'agir ensemble pour le développement économique de la Jordanie sur les éléments essentiels de son développement qu'est la relation aérienne. Voilà un bon exemple de bonne coopération qui en appelle d'autres./.